POST-VÉRITÉ», MOT DE L'ANNÉE

Le terme fait référence, en cette période de Brexit et d'élection de Donald Trump, à la primauté de l'émotionnel sur l'objectivité des faits pour modeler l'opinion publique.

«Post-truth» (post-vérité) a été choisi mercredi comme mot de l’année par le [dictionnaire britannique Oxford.](https://www.oxforddictionaries.com/) Cet adjectif fait référence «à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d’influence pour modeler l’opinion publique que les appels à l’émotion et aux opinions personnelles», selon la définition du très sérieux dictionnaire.

Selon l’Oxford Dictionary, «post-vérité» est devenu en 2016 «un pilier du commentaire politique», son usage ayant augmenté de 2 000% par rapport à l’an dernier, «dans le contexte du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni et de l’élection présidentielle aux Etats-Unis».

L’émergence de «post-vérité» dans le langage a été «alimentée par la montée en puissance des réseaux sociaux en tant que source d’information et la méfiance croissante vis-à-vis des faits présentés par l’establishment».

«Plutôt que de faire simplement référence à une période postérieure à une situation spécifique ou à un événement comme dans "après-guerre", le préfixe post dans post-vérité a une signification proche de l’idée "d’appartenir à une période dans laquelle le concept spécifié est devenu sans importance"», ajoute le communiqué des éditeurs du dictionnaire.

«Brexiteurs»

Pour qu’un mot fasse son entrée dans cette vénérable institution, il doit avoir été utilisé dans les journaux ou les romans depuis au moins dix ans. «Post-vérité» s’est imposé comme mot de l’année devant neuf autres termes, parmi lesquels «Brexiteur» qui décrit les partisans du Brexit ou «alt-right» (droite alternative) correspondant, aux Etats-Unis, à une idéologie extrêmement conservatrice et réactionnaire.

La «droite alternative ou alt-right» se caractérise par «un rejet des politiques traditionnelles et par l’utilisation des médias en ligne pour disséminer volontairement des contenus controversés», explique le dictionnaire. Dimanche, Donald Trump a nommé comme haut conseiller à la Maison Blanche Steve Bannon, patron du site controversé [Breitbart](http://www.breitbart.com/" \t "_blank) considéré comme la plaque tournante de cette «droite alternative».

Volée de critiques

Par ailleurs, mardi, les géants américains d'Internet, Google et Facebook, ont pris des mesures pour couper les revenus publicitaires des faux sites d’informations en ligne, après une volée de critiques sur leur rôle supposé dans l’élection de Donald Trump.

Dans une interview à la BBC, le patron de Google, Sundar Pichai, a reconnu qu’il y avait «eu plusieurs incidents» dans lesquels de fausses informations avaient été signalées «et nous n’avons pas pris les bonnes décisions. C’est donc un moment d’apprentissage pour nous et nous allons vraiment travailler pour régler ça», a-t-il ajouté.